

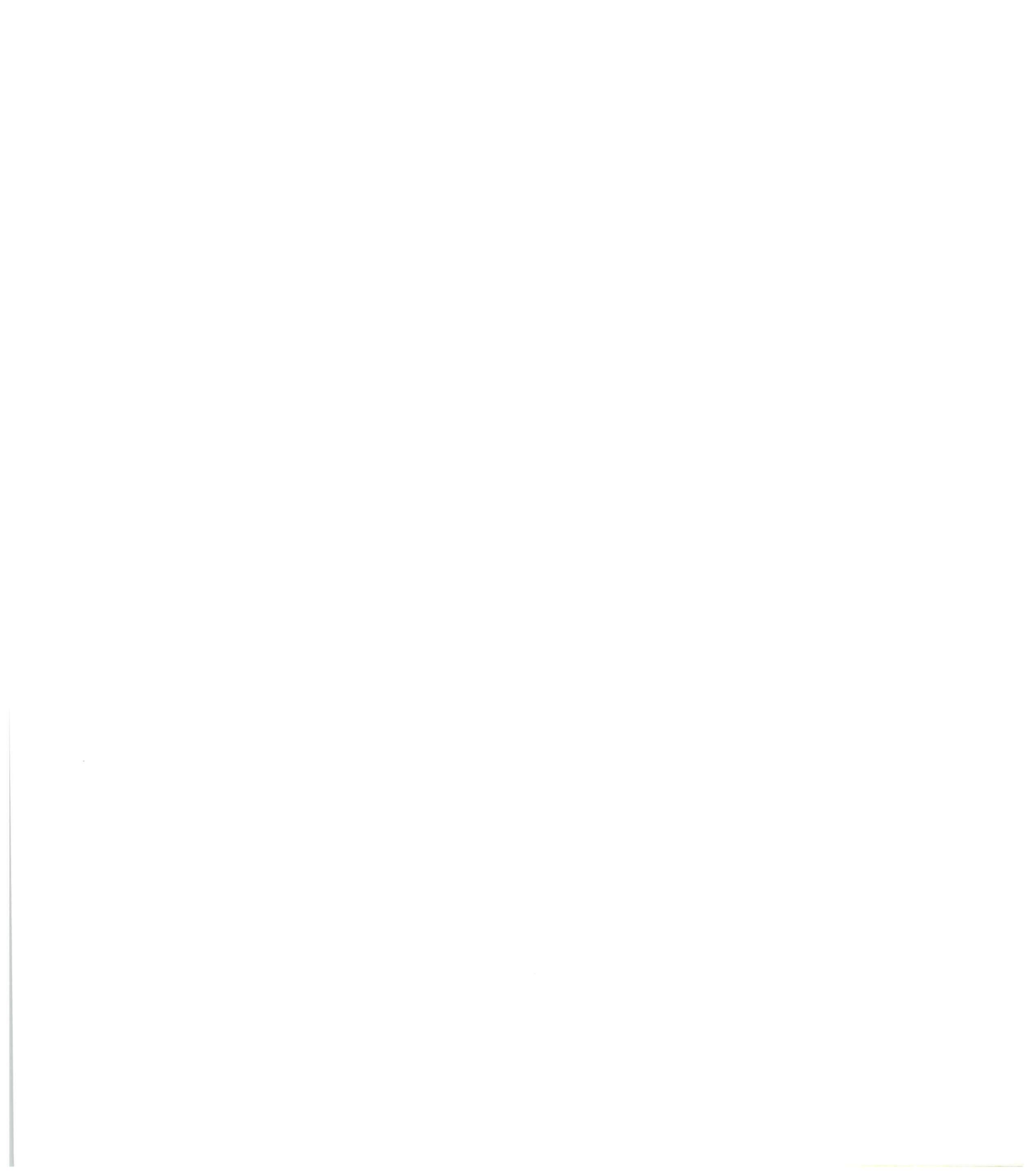
2006

Innovatech

Centre du Québec | Chaudière-Appalaches | Mauricie | Québec

s'associer **Innov**
grandir

SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

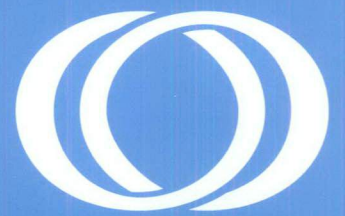




MISSION

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une société de capital de risque du gouvernement du Québec chargée de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire qui relève de la Société, et ainsi améliorer la compétitivité et la croissance économique du Québec.

Le territoire desservi par la Société couvre essentiellement les régions Centre du Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie et Québec.



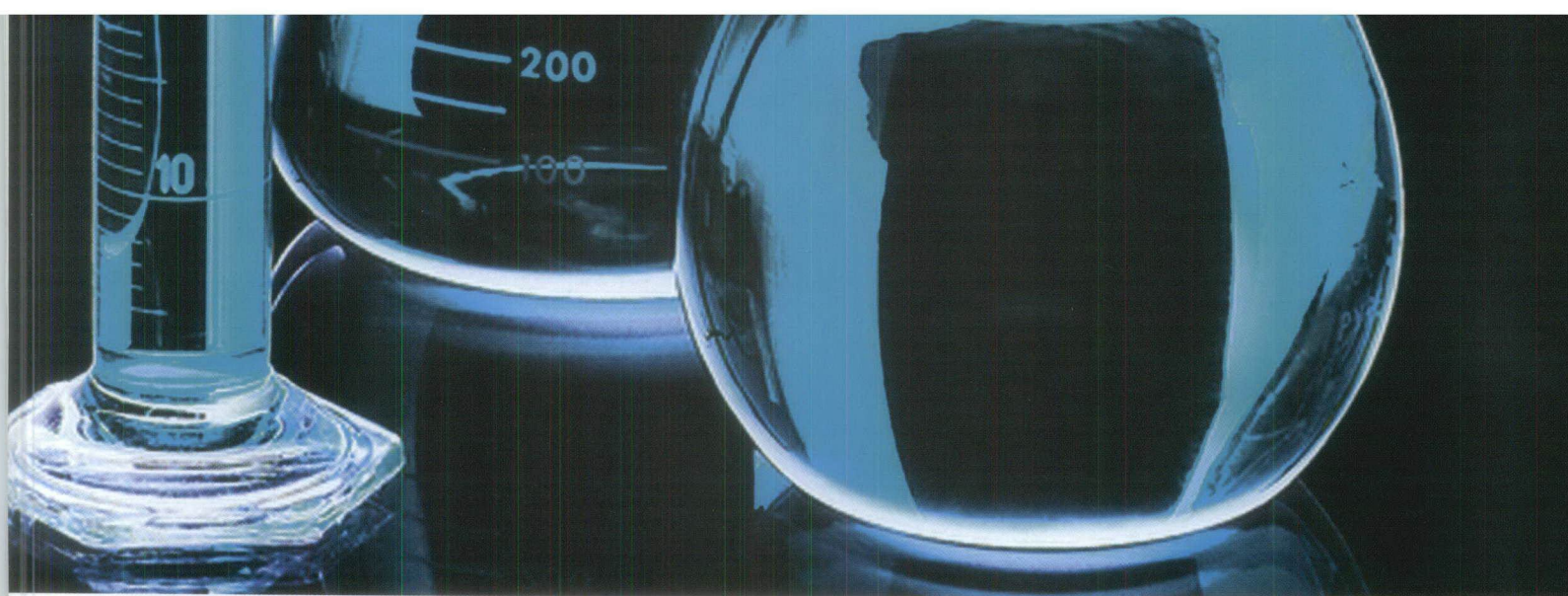
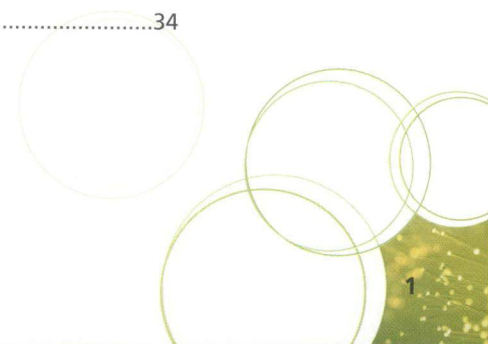
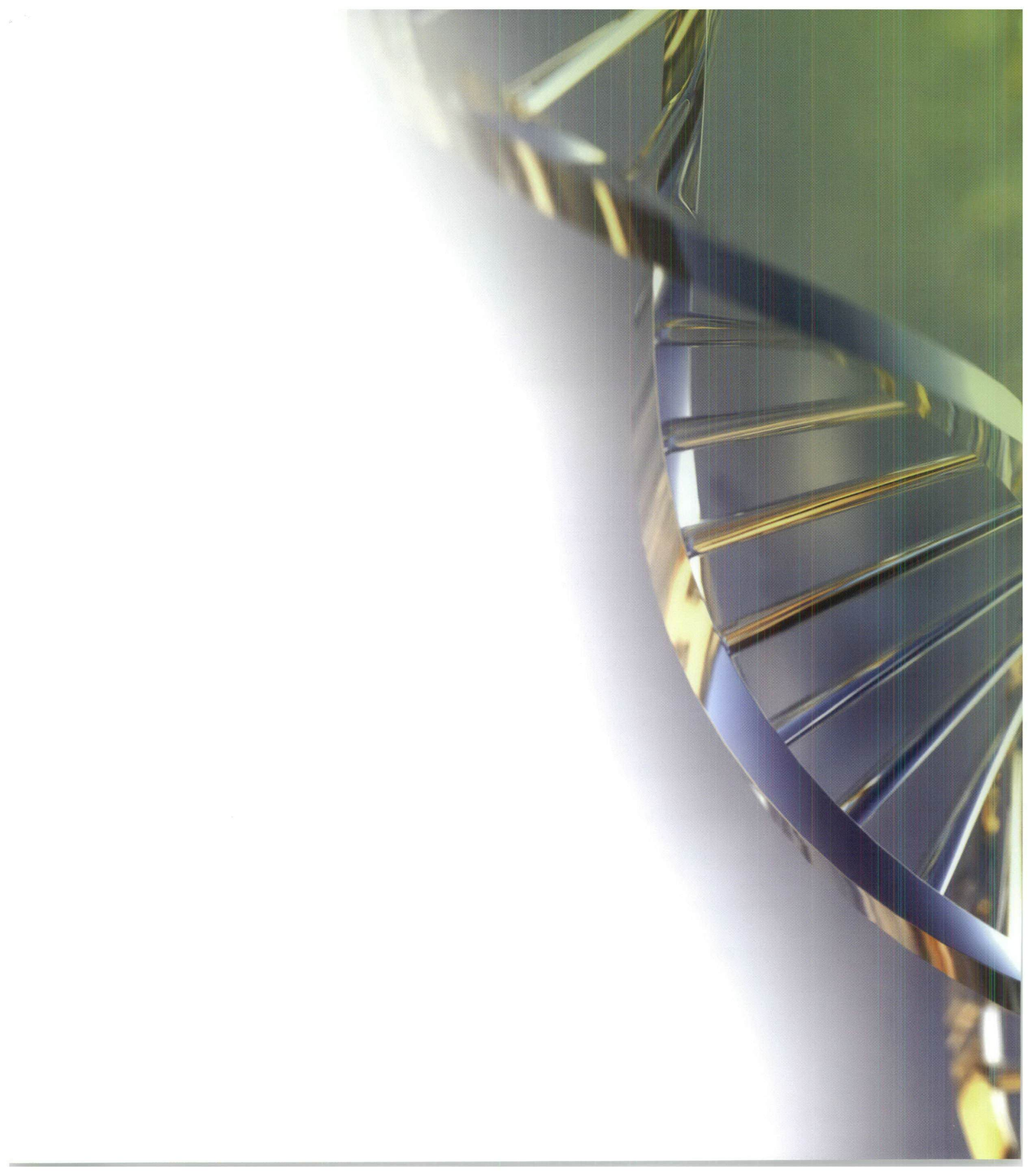


TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL ET DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE	3
COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
SURVOL	7
RAPPORT DES ACTIVITÉS	8
PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ	17
RAPPORT DE LA DIRECTION.....	20
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR	21
ÉTATS FINANCIERS	22
Liste des placements	33
TERRITOIRE DESSERVI.....	34





MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL ET DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

Monsieur Raymond Bachand

*Ministre responsable de l'application
de la Loi sur la Société Innovatech
Québec et Chaudière-Appalaches
Hôtel du Parlement
Québec*

Monsieur le Ministre,

Suivant les dispositions de l'article 37 de la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, nous avons le plaisir de vous présenter les états financiers et le rapport des activités pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2006.

Depuis le début de ses activités en 1994, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a investi 170,5 millions de dollars dans 149 entreprises. Ces participations ont été effectuées dans le cadre d'investissements totalisant 870 millions de dollars et ont contribué au maintien et à la création de plus de 3100 emplois au fil des ans.

En 2003-2004, suite aux nouvelles orientations du Gouvernement en matière de capital de risque, la Société avait entrepris une importante restructuration et une stratégie de consolidation qui visait la rentabilité et la complète autonomie financière de la Société.

Ces objectifs ont été atteints. En 2005-2006, nous avons réalisé un bénéfice net de 1,7 M\$ et atteint un taux de rendement interne de 5,0 % sur les activités d'investissements. De plus, la Société a généré, au cours de l'année, à

même ses activités d'investissements, 11 M\$ de liquidités. Ainsi, en fin d'année, les liquidités de la Société s'élevaient à 16,5 M\$, ce qui assure une complète autonomie financière et donne une marge de manoeuvre suffisante pour entreprendre de nouveaux projets.

À même ses fonds autogénérés, la Société a réalisé, au cours de l'année, des investissements de 6,5 M\$. Ces fonds ont permis de réaliser 2 nouveaux investissements de même que 14 réinvestissements dans des entreprises déjà en portefeuille. À la fin de cet exercice financier, le nombre de placements actifs en portefeuille est passé de 62 à 55, soit 53 entreprises partenaires et 2 fonds de capital de risque américains.

Résultats et rendement

Le bénéfice net de 1 683 524 \$ enregistré provient des revenus de 15,8 millions de dollars réalisés au cours de l'année. Ces revenus sont principalement constitués de gains sur disposition, de plus values non matérialisées et de revenus de placements. La Société a également enregistré des pertes sur disposition de placements et des moins values non matérialisées totalisant 12,7 M\$. Les frais d'exploitation ont totalisé 1,5 million de dollars.

Au cours de l'année, la Société a appliqué la nouvelle note d'orientation publiée par l'Institut Canadien des Comptables agréés stipulant que les placements, auparavant comptabilisés au coût, soient dorénavant comptabilisés à la juste valeur. Après application de cette nouvelle norme, la valeur redressée de l'actif total s'établit à 68,1 M\$ au 31 mars 2005 et est passée à 69,9 M\$ au 31 mars 2006. Les actifs de la Société sont essentiellement constitués du portefeuille de placements évalué à 52,0 M\$ et de liquidités totalisant 16,5 M\$. Le portefeuille de placements est constitué à 45 % d'entreprises publiques, à 47 % d'entreprises privées et à 8 % de fonds de capitaux de risque.

Le taux de rendement interne annuel sur les activités de placement s'est établi à 5,0 %. Nos portefeuilles de biotechnologies et de technologies avancées appliquées ont particulièrement bien performé avec des rendements respectifs de 26,2 % et 12,6 %. Notre portefeuille des technologies de l'information avec un rendement négatif de 25,6 % a été affecté par la baisse marquée du titre d'une entreprise suite à sa mise en bourse. Pour la même période, nos principaux indices de référence soit le TSX Health Care, le TSX Info Tech et le TSX Small Cap ont affiché respectivement des rendements de 10,4 %, 4,6 % et 14,5 %.

Transformation de la Société et perspectives futures

Grâce à une gestion rigoureuse, la Société a atteint le niveau de pleine autonomie financière et peut assurer une continuité d'opération solide tout en effectuant un niveau d'investissement adéquat dans les entreprises technologiques du territoire desservi sans aucun nouvel apport de capital du Gouvernement.

Par ailleurs, suite au rapport Brunet et à la Commission parlementaire portant sur le rôle de l'État dans le capital de risque, il avait été décidé et annoncé par le Gouvernement, en avril 2004, que la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches serait transformée en société en commandite disposant d'un capital mixte privé-public.


Suite à cette décision, un consultant a été retenu par le Gouvernement pour accompagner la réalisation de cette transformation et intéresser des investisseurs privés. Cette démarche a été réalisée au cours de l'automne 2004. Des offres ont été reçues et analysées au début de l'année 2005. Ne répondant pas aux attentes, aucune offre n'a été retenue.

Durant l'exercice, le conseil d'administration de la Société, en collaboration avec les représentants du Gouvernement, a poursuivi l'objectif de transformation. Notamment, un comité de transformation a été mis sur pied. Ce comité, constitué d'experts en gestion de fonds et présidé par le vice-président du conseil d'administration, a travaillé au cours de l'année à l'élaboration de propositions de transformation à l'intention du Gouvernement. Ces travaux progressent bien et une approche de transformation devrait être retenue. Les dirigeants de la Société et les représentants du Gouvernement travailleront à la réalisation de ce projet en cours d'année 2006-2007. Rappelons que l'objectif poursuivi est de maintenir la présence d'un fonds de capital de risque important basé à Québec et destiné au financement d'entreprises technologiques.

La Société affiche une saine situation financière ainsi que d'excellentes perspectives futures, profite d'un territoire fertile en entreprises innovantes et dispose d'une équipe d'investissement expérimentée. Cette transformation permettra, avec l'appui de nouveaux partenaires financiers, de

maintenir un niveau d'investissement important dans les entreprises technologiques du territoire afin de leur permettre de poursuivre leur développement et d'accéder à leur maturité.

En terminant, le conseil d'administration de la Société a continué d'appuyer ses décisions d'investissements sur des éléments parfaitement compatibles avec sa mission et sur les principes qui ont guidé sa création. Les réalisations de la Société sont le fruit d'un travail concerté et soutenu des membres du conseil d'administration et de l'ensemble du personnel. Nous les remercions sincèrement pour leur dévouement et leur grande disponibilité. Nous continuerons de déployer nos meilleurs efforts afin de permettre l'éclosion et le développement de nouvelles entreprises technologiques au Québec tout en maintenant une gestion rigoureuse et financièrement rentable. Ainsi, Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ne cessera de contribuer directement à la création d'entreprises et d'emplois et à l'amélioration de la compétitivité et de la croissance économique du Québec.



Francine Bonicalzi
Présidente du conseil



Francine Laurent
Présidente-directrice générale

Innovatech
s'associer
grandir

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est dirigée par un conseil d'administration composé de membres issus du milieu des affaires ainsi que du milieu de la recherche scientifique.

Le conseil a complète juridiction sur les participations financières de la Société, lorsque ces dernières ne dépassent pas cinq millions de dollars. Au-delà de ce montant, il recommande le financement au ministre responsable de la Société. Lorsque le financement excède dix millions de dollars, la Société doit obtenir l'approbation du Gouvernement.

Au 31 mars 2006, le conseil d'administration de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches était composé des personnes suivantes :

Francine Bonicalzi
Présidente du conseil
Présidente-directrice générale
Technopole Vallée du Saint-Maurice

Louise Bédard
Directrice générale
Centre de formation Option-Travail

Chantal Blouin
Présidente-directrice générale
Centre Recyclage Informatique inc.

René Drouin
Vice-président exécutif
ADS inc.

Robert Dufour
Homme d'affaires

Régis Labeaume
Vice-président du conseil
Président-directeur général
Fondation de l'Entrepreneurship

Fernand Labrie
Directeur scientifique
Centre de recherche du CHUL

Francine Laurent
Présidente-directrice générale
Société Innovatech Québec
et Chaudière-Appalaches

Gaston Ouellet
Retraité

SURVOL

Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une société de capital de risque du Gouvernement du Québec spécialisée dans la haute technologie. Innovatech investit dans des entreprises émergentes à fort contenu technologique dans les secteurs des technologies de l'information et télécommunications, l'optique et la photonique, les sciences de la vie et les technologies avancées appliquées.

Mise sur pied en 1993, la Société jouit, dès sa création, d'une très grande autonomie d'action. Elle détermine ses objectifs et ses moyens d'intervention. Peu à peu, ses outils financiers ont évolué et se sont adaptés à la réalité régionale, au contexte économique et à l'industrie du capital de risque. Créée pour soutenir financièrement la mise en œuvre de la stratégie de diversification économique de la région de Québec et Chaudière-Appalaches, la Société est rapidement devenue, et demeure aujourd'hui, un pilier important du système d'innovation régional et l'outil financier privilégié pour favoriser le développement de l'économie du savoir sur ce territoire. Elle est la seule entité vouée au soutien financier du démarrage et du développement d'entreprises technologiques.

Principaux faits saillants

- 17 décembre 1993 • Adoption de la Loi pour la création de la Société (60 M\$)
- 7 octobre 1994 • Lancement de BioContact
- 2 novembre 1994 • Premier investissement
- 17 février 1997 • Lancement du Programme de valorisation de la recherche, une première au Québec, et signature du premier Protocole de valorisation de la recherche avec l'Université Laval
- 12 juin 1998 • Changement de statut pour une société à capital-actions, le fonds social est porté à 75 M\$
- 2 novembre 1999 • Lancement du plan de développement de la Cité de l'optique
- 21 juin 2001 • Augmentation du fonds social à 150 M\$
- 21 décembre 2001 • Premier partenariat avec un fonds américain (VIMAC)
- 15 mars 2002 • Lancement du plan de développement du secteur biophotonique
- 6 avril 2004 • Annonce de la transformation en société en commandite à capital mixte privé-public

Territoire

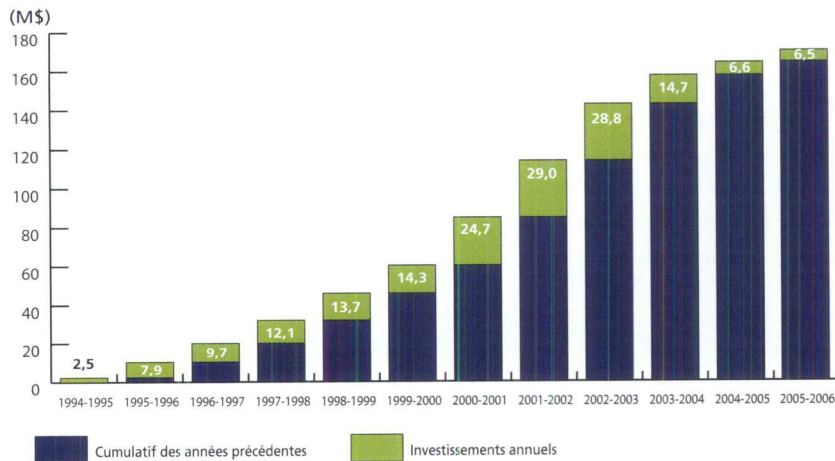
Le territoire desservi par la Société est présenté en détail à la fin du présent rapport annuel. Essentiellement, il couvre les régions Centre du Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie et Québec.

RAPPORT DES ACTIVITÉS

Depuis le début de ses activités en janvier 1994, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a investi 170,5 millions de dollars dans 149 initiatives. Ces participations ont été effectuées dans le cadre d'investissements totalisant 870 millions de dollars et ont contribué au maintien et à la création de plus de 3 100 emplois¹ au fil des ans.

Au cours de l'exercice 2005-2006, la Société a réalisé des investissements de 6,5 millions de dollars. Ces participations se sont inscrites dans le cadre d'investissements totaux de 16,0 millions de dollars réalisés conjointement avec les entrepreneurs eux-mêmes et d'autres partenaires financiers. Nos entreprises partenaires emploient actuellement 2 353 personnes, soit une augmentation de 1 435 emplois depuis nos premières contributions dans ces entreprises.

INVESTISSEMENTS RÉALISÉS



Nombre et caractéristiques des entreprises partenaires

Au cours de l'année, la Société a disposé de 4 placements et 5 ont été radiés. Deux nouveaux dossiers se sont ajoutés. Ainsi, au 31 mars 2006, la Société compte 55 placements actifs dont 53 placements dans des entreprises partenaires et 2 placements dans des fonds d'investissement.

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nouveaux investissements	5	14	16	22	14	14	26	16	15	3	2	2
- Dispositions	-	-	1	1	-	8	2	2	2	5	3	4
+ Placements issus de dispositions non monétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-
- Radiations	-	-	-	3	2	2	6	5	9	25	14	5
Total déboursés actifs	5	19	34	52	64	68	86	95	99	72	62	55
Cumulatif - Investissements réalisés	5	19	35	57	71	85	111	127	142	145	147	149

¹ Au chapitre de la création d'emplois, ces données proviennent d'évaluations fournies par les entreprises concernées.

La Société intervient financièrement à un niveau de risque répondant à sa mission et très souvent en amont des interventions des autres investisseurs institutionnels et privés. Il s'agit là de l'essence même de la mission telle qu'exprimée

dans sa loi constitutive. Ainsi, sur 149 nouveaux dossiers, 114 (76,5 %) étaient à l'étape de démarrage ou même de prédémarrage au moment où Innovatech Québec a accepté d'y investir.

NOMBRE DE DÉMARRAGES (AU 31 MARS)

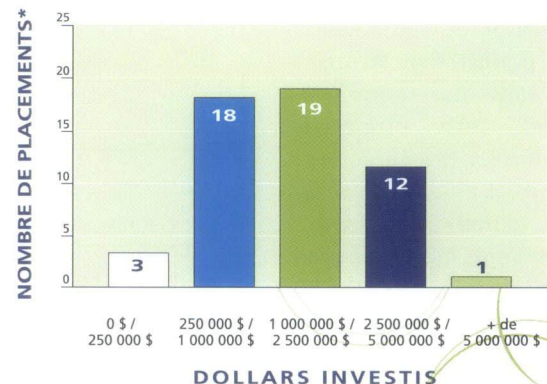
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Prédémarrages et valorisation de la recherche	-	-	-	11	1	5	4	8	7	-	-	-
Démarrages	4	11	11	10	10	5	19	1	3	1	2	1
Cumulatif	4	15	26	47	58	68	91	100	110	111	113	114
Nouveaux dossiers	5	19	35	57	71	85	111	127	142	145	147	149
En % des nouveaux dossiers	80,0%	79,0%	74,3%	81,0%	76,3%	75,6%	78,5%	76,3%	77,5%	76,6%	76,9%	76,5%

Diversification du risque

La Société exerce une gestion de risques basée sur la diversification de son portefeuille de placements. Cette diversification s'effectue par le nombre de placements, la taille des placements, les secteurs d'activités et le type d'entreprise (privée ou publique). Cette diversification permet également à la Société de bien jouer son rôle dans chacun des principaux domaines de l'innovation technologique.

La Société compte 53 investissements dont la taille moyenne par entreprise est de 1,7 M\$. Le plus petit investissement est de 200 000 \$ alors que le plus important est de 9 M\$. La médiane se situe à 1 250 000 \$.

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE SELON LA TAILLE DES INVESTISSEMENTS AU 31 MARS 2006



* Exclut les deux fonds de capital de risque américains.

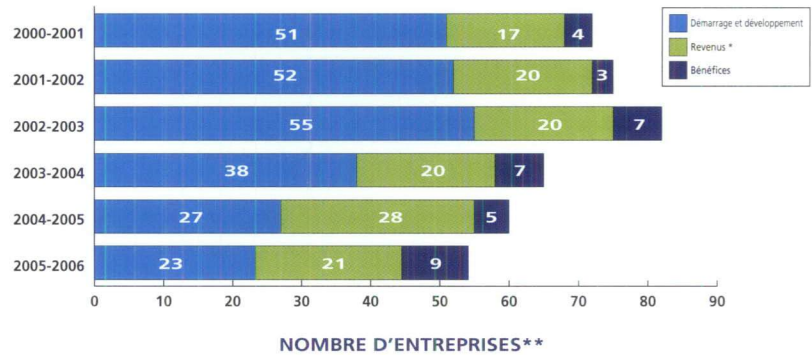
Stade de développement des entreprises

Parmi les 53 entreprises actuellement partenaires, 30 ont réalisé des ventes de plus de 1 million de dollars au cours de la dernière année. Neuf entreprises ont réalisé un bénéfice net.

Les entreprises partenaires demeurent encore dans l'ensemble relativement fragiles et dépendantes d'apports en capitaux de risque parce qu'elles ne réalisent pas ou peu de fonds auto-générés. Par contre, cette situation s'améliore constamment. Aujourd'hui, la proportion des entreprises partenaires qui réalisent un bénéfice net est de 17 % alors qu'elle était de 4 % en 2001-2002 et de 10 % en 2003-2004. Cette tendance devrait continuer et entraîner une valorisation conséquente de nos placements. Cela reflète également le fait que plusieurs placements dans des entreprises déficitaires ont été radiés et ne figurent plus à nos statistiques.

La Société détient des investissements dans trois grands secteurs : les sciences de la vie, les technologies avancées appliquées et les technologies de l'information. En valeur, ces trois secteurs représentent respectivement 27,1 %, 34,6 % et 30,2 % du portefeuille de placements. La consolidation du portefeuille de même que les mises en bourse récentes de certaines compagnies ont fait en sorte d'élever de façon importante la pondération du portefeuille dans des entreprises publiques. Cette proportion atteignait 23,4 M\$ au 31 mars 2006, soit 45 % de la valeur totale du portefeuille de placements. Il s'agit majoritairement de sociétés de petite capitalisation boursière.

STADES DE DÉVELOPPEMENT



* Entreprises dont les revenus annuels sont supérieurs à 1 M\$.

** Exclut les projets de valorisation de la recherche et les deux fonds de capital de risque américains.

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Placements		Juste valeur	
	Nombre	%	M\$	%
Sciences de la vie	14	25,5	14,1	27,1
Technologies avancées appliquées	23	41,8	18,0	34,6
Technologies de l'information	16	29,1	15,7	30,2
Fonds de capital de risque	2	3,6	4,2	8,1
Total	55	100,0	52,0	100,0

	Placements		Juste valeur	
	Nombre	%	M\$	%
Compagnies privées	39	70,9	24,4	46,9
Compagnies publiques	14	25,5	23,4	45,0
Fonds de capital de risque	2	3,6	4,2	8,1
Total	55	100,0	52,0	100,0

Effet de levier et investissements totaux générés

Puisqu'elle est toujours soucieuse d'optimiser les impacts économiques de ses interventions, ses participations financières s'inscrivent systématiquement dans le cadre d'un partenariat avec le secteur privé, les entrepreneurs et divers organismes et institutions financières. Les investissements consentis par nos partenaires pour réaliser les initiatives retenues représentent en moyenne quatre fois les montants injectés par la Société. Ainsi, les 170,5 millions de dollars investis depuis le début des activités en 1994 ont été effectués dans le cadre d'investissements totalisant 870 millions de dollars. Cette année, les 6,5 millions de dollars investis auront généré des investissements totaux de l'ordre de 16,0 millions de dollars.

Programme de valorisation de la recherche - une première au Québec

En 1997, Innovatech Québec a été la première à mettre en place une initiative visant à accélérer le développement de technologies à fort potentiel commercial provenant de la recherche réalisée par des chercheurs issus des laboratoires et des centres de recherche sis sur le territoire desservi par la Société. Ceci lui permet de contribuer activement à l'essor de nouvelles opportunités d'affaires et ainsi, supporter le développement de nouvelles entreprises technologiques.

Une entente-cadre établie avec plusieurs organisations de recherche stipule qu'Innovatech Québec pourra contribuer financièrement, jusqu'à concurrence de 300 000 \$, aux dépenses liées à la protection de la propriété intellectuelle et au processus de valorisation des technologies. L'entente prévoit également un remboursement des contributions dans le cas où la propriété intellectuelle générée serait exploitée commercialement.

Cette approche innovatrice a permis à Innovatech Québec de se positionner comme un acteur de premier plan dans le repérage de projets de recherche à fort potentiel commercial ainsi que dans le démarrage d'entreprises dérivées. De plus, la formule mise en place par la Société permet aux organisations de recherche et aux chercheurs d'espérer un éventuel retour financier issu des fruits de leurs travaux.

Depuis la création du Programme, Innovatech Québec a conclu 8 ententes avec des centres de recherche et des universités dont 6 avec des institutions situées sur son territoire. Il s'agit de l'Université Laval, de l'Institut National d'Optique, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, du Centre national en électrochimie et en technologies environnementales de Shawinigan, de TransBiotech de Lévis et du centre R&D pour la défense Canada de Valcartier.

Au 31 mars 2006, Innovatech Québec avait rencontré 109 chercheurs et procédé à 70 analyses technologiques et de brevetabilité. Au terme de ces analyses, Innovatech Québec a investi 5 millions de dollars dans 27 projets technologiques à fort potentiel commercial, soit 14 en sciences de la vie, 9 en technologies avancées appliquées et 4 en technologies de l'information. Vingt nouveaux brevets ont aussi été déposés.

Un projet a été commercialisé au cours de l'exercice. Ceci porte à 11 le nombre de projets commercialisés dans le cadre de ces ententes: sept par de nouvelles entreprises créées par essaimage et quatre par licences octroyées à des entreprises réceptrices.

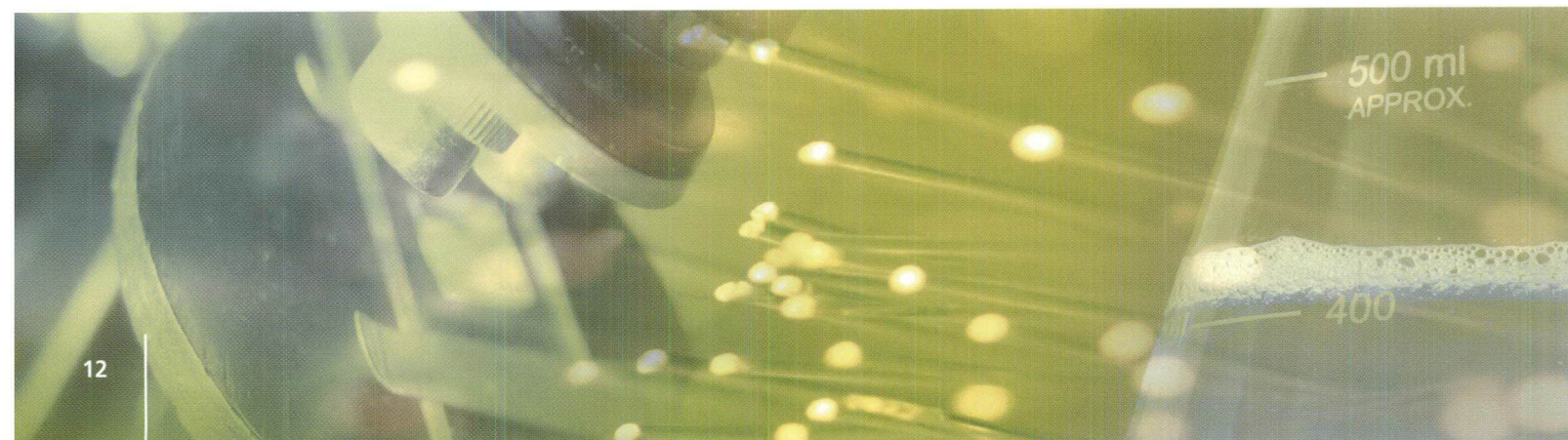
Un maximum de 5 % de l'actif sous gestion est destiné au Programme de valorisation de la recherche. Au 31 mars 2006, il n'y avait plus de projet actif en vertu de ce programme. Dans le contexte de la transformation de la Société en société en commandite, ce programme fait l'objet d'une réévaluation.

ÉVOLUTION - PROGRAMME DE VALORISATION DE LA RECHERCHE AU 31 MARS

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nouveaux PVR	10	2	5	3	4	3	0	0	0
Transferts technologiques									
- via entreprise réceptrice		1				1	1		1
- via création d'entreprise		1	1	2		1	1	1	0
Radiations				1		4	8	4	-1
Projets de valorisation en cours	10	10	14	14	18	15	5	0	0
Cumulatif - Projets de valorisation	10	12	17	20	24	27	27	27	27

Résultats financiers

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006, des revenus de 15,8 millions de dollars ont été réalisés, lesquels sont principalement constitués de gains sur disposition, de variations des plus values non-matérialisées et de revenus de placements. Les frais d'exploitation ont totalisé 1,5 million de dollars. La Société a également enregistré des pertes sur disposition de placements et des moins values non matérialisées totalisant 12,7 M\$. La valeur de l'actif total s'établit à 69,9 millions de dollars au 31 mars 2006. Les actifs de la Société sont essentiellement constitués du portefeuille de placements évalué à 52,0 M\$ et de liquidités totalisant 16,5 M\$.



ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES INVESTISSEMENTS AU 31 MARS (EN MILLIONS DE \$)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Juste valeur des placements au début	-	2,5	10,3	18,4	29,5	39,4	56,0	64,6	87,6	95,9	80,9	62,0
Investissements												
Nouveaux investissements	2,5	7,5	9,0	7,7	8,0	5,5	16,3	10,5	6,3	4,3	1,8	1,2
Réinvestissements et produits capitalisés	-	0,5	0,8	4,6	6,0	9,2	8,8	18,8	24,6	14,6	12,9 ¹	6,5 ²
Investissements de l'exercice	2,5	8,0	9,8	12,3	14,0	14,7	25,1	29,3	30,9	18,9	14,7	7,7
Dispositions de l'exercice	-	(0,2)	(1,1)	(0,7)	(0,9)	(7,1)	(2,9)	(1,9)	(2,2)	(9,3)	(15,5)	(13,8)
Variation des plus (moins) values non matérialisées	-	-	(0,6)	(0,5)	(3,2)	9,0	(13,6)	(4,4)	(20,4)	(24,6)	(18,1)	(3,9)
Juste valeur des placements à la fin	2,5	10,3	18,4	29,5	39,4	56,0	64,6	87,6	95,9	80,9	62,0	52,0

¹ Inclut des produits capitalisés et des investissements non monétaires totalisant 8,1 M\$

² Inclut des produits capitalisés et des investissements non monétaires totalisant 1,2 M\$

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DE L'ACTIONNAIRE AU 31 MARS (EN MILLIONS DE \$)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Capital-actions												
Capital-actions au début de l'exercice	-	2,5	10,6	14,4	14,4	46,4	55,4	66,4	95,0	125,0	126,8	126,8
Capital-actions émis au cours de l'exercice	2,5	8,1	3,8	-	32,0	9,0	11,0	28,6	30,0	1,8	-	-
Capital-actions à la fin de l'exercice	2,5	10,6	14,4	14,4	46,4	55,4	66,4	95,0	125,0	126,8	126,8	126,8
Bénéfices non répartis (déficit)												
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	-	0,4	0,7	0,9	0,4	(3,4)	2,2	(4,4)	(13,9)	(24,8)	(39,0)	(58,8)
Bénéfices nets (pertes nettes) de l'exercice	0,4	0,3	0,2	(0,5)	(3,8)	5,6	(6,6)	(9,5)	(10,9)	(15,8)	(12,3)	1,7
Ajustement rétroactif (changement de norme comptable)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,6	(7,5)	-
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	0,4	0,7	0,9	0,4	(3,4)	2,2	(4,4)	(13,9)	(24,8)	(39,0)	(58,8)	(57,1)
Avoir de l'actionnaire à la fin de l'exercice	2,9	11,3	15,3	14,8	43,0	57,6	62,0	81,1	100,2	87,8	68,0	69,7

Taux de rendement interne (TRI)

Le taux de rendement interne annuel sur les activités de placement s'est établi à 5,0 %. Les portefeuilles de biotechnologies et de technologies avancées appliquées ont particulièrement bien performé avec des rendements respectifs de 26,2 % et 12,6 %. Notre portefeuille des technologies de

l'information avec un rendement négatif de 25,6 % a été affecté par la baisse marquée du titre d'une entreprise suite à sa mise en bourse. Pour la même période, nos principaux indices de références soit le TSX Health Care, le TSX Info Tech et le TSX Small Cap ont affiché respectivement des rendements de 10,4 %, 4,6 % et 14,5 %.

TAUX DE RENDEMENT INTERNE (TRI) AU 31 MARS

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
TRI 1 an	-5,6%	44,5%	-20,0%	-3,6%	-18,8%	-18,1%	-22,3%	5,0%
TRI 3 ans	nd	14,9%	3,6%	2,6%	-14,4%	-15,0%	-19,8%	-12,8%
TRI 5 ans	nd	12,9%	3,5%	1,0%	-6,1%	-10,4%	-17,5%	-12,8%
TRI global	nd	12,8%	3,3%	1,3%	-5,1%	-9,1%	-12,4%	-9,4%

Le taux de rendement interne sur les activités d'investissement de la Société est calculé sur la base de la juste valeur des investissements. Elle repose sur des principes prudents et conservateurs. De façon générale, les placements demeurent au coût d'acquisition à moins qu'un événement concret quantifiable, ayant un impact significatif (positif ou négatif) sur la valeur de l'entreprise, justifie une hausse ou une baisse de valeur. Les placements sont périodiquement soumis à une évaluation approfondie.

La juste valeur des actions cotées est établie sur la base du cours de fermeture à la date du bilan. La juste valeur des actions non cotées est évaluée selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, notamment, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, ententes de principes ou plans d'affaires, l'analyse de ratios portant sur des entreprises comparables et l'actualisation de flux de trésorerie libres représentatifs.

INDICATEURS DE MARCHÉ - RENDEMENTS ANNUELS DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nasdaq 100 (1 an)	83,2%	100,4%	-67,7%	-16,1%	-36,7%	25,2%	-5,6%	11,0%
S&P/TSX Composite (1 an)	-12,7%	43,4%	-22,5%	2,0%	-19,6%	35,5%	11,1%	26,0%
S&P/TSX Small Cap					-19,3%	50,2%	3,0%	14,5%
S&P/TSX Health Care					-27,9%	18,8%	-27,3%	10,4%
S&P/TSX Info Tech					-51,3%	106,5%	-12,0%	4,6%
S&P/TSX Venture					-11,0%	78,2%	0,1%	54,4%

Outils financiers

La stratégie d'investissement de la Société dans les entreprises est flexible et tient compte du risque technologique et financier, du niveau de développement de l'entreprise, de la qualité de la gestion, du potentiel de la technologie et de la présence de partenaires financiers crédibles. Après négociation avec le promoteur et ses partenaires, la Société propose la forme de participation financière jugée optimale, mais privilégie l'investissement sous forme de capital-actions ordinaire. Ce type d'instrument financier est bien adapté à la situation des sociétés en émergence et permet de profiter de l'appréciation éventuelle, et parfois substantielle, des placements. De plus, cette forme de financement est celle qui permet le plus facilement d'exercer un levier financier auprès d'autres partenaires.

La Société utilise également des titres convertibles tels que des actions privilégiées et des débetures convertibles. La dette à revenu fixe de même que les actions privilégiées tra-

ditionnelles non convertibles ne sont utilisées que marginalement. Elles servent davantage d'outils financiers d'appoint pour équilibrer la structure financière.

La Société effectue aussi des prêts temporaires à court terme pour répondre aux besoins des entrepreneurs en attente de conclure un investissement important ou en cas d'urgence. Ces prêts sont généralement convertibles à escompte.

La Société vise à récupérer son investissement dès que possible lorsque la phase de risque technologique est passée et que l'entreprise a pu atteindre une viabilité commerciale. Des clauses visant un rachat de la participation de la Société sur un horizon de 5 à 7 ans sont généralement intégrées aux conventions.

À la fin de l'exercice, 87 % des placements avaient été réalisés sous forme de capital-actions ordinaire ou de titres convertibles en capital-actions ordinaire et 13 % sous forme de titres non convertibles.

	Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006		Cumulatif au 31 mars 2006	
	\$	%	\$	%
Capital-actions ordinaire	1 972 525	30,2	44 412 885	51,9
Titres convertibles en capital-actions ordinaire	3 911 923	59,9	30 106 591	35,1
Titres non convertibles	647 011	9,9	11 139 809	13,0
Total	6 531 459	100,0	85 659 285	100,0

Organisation et frais d'exploitation

En date du 31 mars 2006, la Société compte huit employés permanents et 2 experts consultants. La Société est structurée en quatre portefeuilles d'investissements : sciences de la vie, technologies avancées appliquées, technologies de l'information et autres fonds de capital de risque. La force de la Société réside dans la qualité de son équipe composée de ressources professionnelles de haut niveau.

Le ratio des frais d'exploitation par rapport à l'actif moyen sous gestion est de 2,1 % et continue de se maintenir avantageux relativement à l'industrie du capital de risque et de la gestion de fonds. La masse salariale, excluant les avantages sociaux, du personnel permanent au 31 mars 2006 est de 569 237 \$ comparativement à 639 237 \$ pour l'exercice précédent. La rémunération annuelle de la présidente-directrice générale de 122 565 \$ est déterminée par le Gouvernement et est divulguée au rapport annuel conformément à la directive 196774 du Conseil du trésor.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

	Pour l'exercice 2005-2006	Cumulatif au 31 mars 2006
MISSION - Soutien financier		
Capital souscrit par le Gouvernement	-	126,8 M\$
Niveau d'autofinancement		100%
Demandes de financement	36	715 ¹
Analyses technologiques	12	264
Conseil d'administration - réunions	8	138
Nombre d'investissements effectués (incluant les réinvestissements)	16	358
Montants investis	6,5 M\$	170,5 M\$
Investissements totaux générés	16,0 M\$	870,0 M\$
Mises en bourse	2	10
MISSION - Création d'emplois²		
Emplois constatés dans les entreprises au début		1 453
Emplois créés		1 693
Emplois cumulatifs créés et maintenus		3 146

¹ Le nombre de demandes de financement reçues entre 1995 et 1998 est fondé sur des estimations.

² Statistiques provenant d'évaluations fournies par les entreprises.

MISSION - Promotion du développement scientifique et technologique

ÉVÈNEMENTS COMMANDITÉS

La Voix des Entrepreneurs en T.I.
de Québec -
Mercredis de la commercialisation

Cercle des intervenants en
développement technologique (CIDT)

ExpoTech - Chaudière - Appalaches

Fondation de l'entrepreneurship -
Colloque annuel

PARTENARIATS D'AFFAIRES ET CONTRIBUTION DU PERSONNEL POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS D'ENTREPRISES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Centre National en électrochimie et
technologies environnementales

CLD de Baie St-Paul

CLD de la Malbaie

Fonds Entrepia Nord, S.E.C

Génome Québec

Hydro-Québec CapiTech Inc.
(Filière Énergie)

Institut National d'optique

R&D pour la défense Canada -Valcartier

Pôle Québec et Chaudière-Appalaches

SOVAR

Technopole Vallée du St-Maurice

TransBiotech

Université du Québec à Trois-Rivières

Université Laval

VIMAC Early Stage Fund L.P.

PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ

Francine Laurent, ing., M.B.A.
Présidente-directrice générale

Code d'éthique

La Société a adopté un code d'éthique et de déontologie de façon à inspirer la plus entière confiance auprès des entrepreneurs, investisseurs, partenaires, ainsi que du public en général.

Ce code s'applique à l'ensemble du personnel et des administrateurs. En vertu de ce code, tout conflit potentiel doit être divulgué et des règles de conduite claires et rigoureuses sont en vigueur.

Le code peut être consulté sur le site Internet de la Société.

INVESTISSEMENT

Martin Auclair, C.A.
Directeur finances et administration,
Analyste financier principal

Maxime Beaupré, B.A.A., M.B.A.
Analyste financier

Chantal Brunet, Ph.D., M.B.A.
Vice-présidente, sciences de la vie et directrice
du Programme de valorisation de la recherche

Francis Fortier, B.A.A.
Vice-président, technologies avancées appliquées

Dominique Naud, B.A.A., M.B.A.
Analyste financier

Richard Habel, Ing., M.Sc. (contractuel)
Conseiller technique optique-photonique

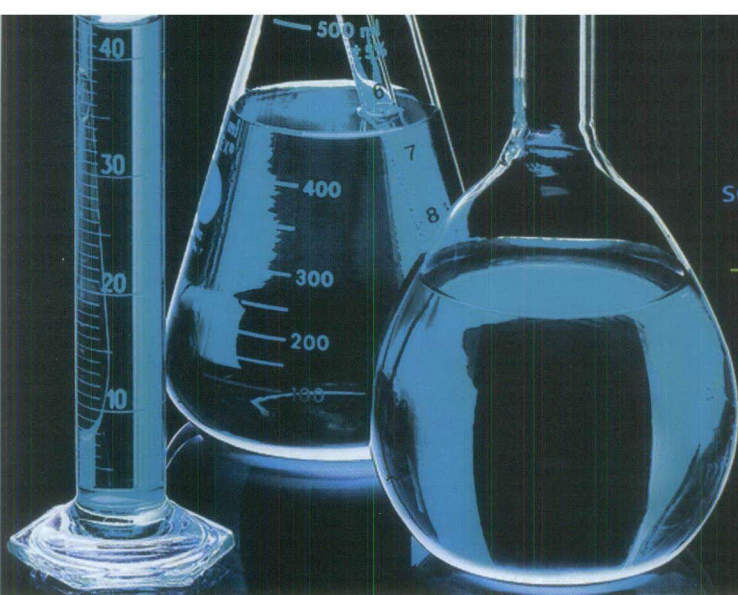
Marc Tremblay, Ing., Ph.D. (contractuel)
Conseiller technique micro-électronique

ADMINISTRATION

Sylvie Servant
Technicienne comptable

Sylvie Pelletier
Technicienne en administration





SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION.....	20
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR	21
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	22
Déficit	23
Bilan	24
Flux de trésorerie	25
Notes complémentaires.....	26 à 32

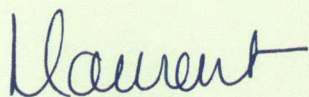
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que des estimations et jugements importants. Les renseignements financiers divulgués dans les autres chapitres du rapport annuel d'activités correspondent en tout point à l'information contenue dans les états financiers.

Afin de s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens de la Société sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et au moment opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.


La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. À ce titre, le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2006.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Francine Laurent

Présidente-directrice générale



Martin Auclair, CA

Directeur finances et administration

Québec, le 19 mai 2006

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Ministre des Finances

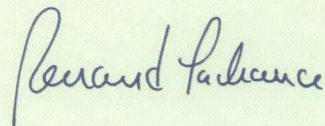
J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 2006 et les états des résultats, du déficit et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers.

Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception du changement apporté à la méthode de comptabilisation des placements et expliqué à la note 2, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 19 mai 2006

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

	2006	2005
PRODUITS		(Redressé) (Note 2)
Produits des placements	1 210 292 \$	1 150 818 \$
Intérêts sur dépôts à vue et placements temporaires	184 098	95 947
Honoraires de gestion	112 123	43 857
Gains matérialisés sur disposition de placements	9 265 579	2 353 223
Variation des plus-values non matérialisées	5 063 945	(915 121)
	15 836 037	2 728 724
CHARGES		
Frais de fonctionnement (note 12) :		
Traitements et avantages sociaux	825 319	923 075
Services professionnels et contractuels	197 025	102 293
Loyers	123 360	124 283
Publicité et promotion	41 273	17 438
Déplacements et développement des affaires	53 256	37 398
Frais de bureau	108 687	77 742
Communications	18 437	18 172
Perte de change	79 313	44 541
Amortissement des immobilisations corporelles	30 806	45 195
	1 477 476	1 390 137
Créances douteuses	4 001	68 624
Perte matérialisée sur disposition de placements	3 567 632	10 338 461
Variation des moins-values non matérialisées	9 103 404	10 688 730
	12 675 037	21 095 815
	14 152 513	22 485 952
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	1 683 524	(19 757 228)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

DÉFICIT

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

	2006	2005
SOLDE AU DÉBUT		(Redressé) (Note 2)
Déjà établi	52 961 394 \$	40 631 169 \$
Modification de convention comptable (note 2)	5 795 233	(1 631 770)
Solde redressé	58 756 627	38 999 399
Bénéfice net (perte nette)	1 683 524	(19 757 228)
SOLDE À LA FIN	57 073 103 \$	58 756 627 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN

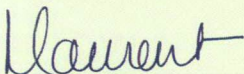
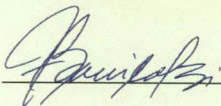
AU 31 MARS 2006

	2006	2005 (Redressé) (Note 2)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	4 039 542 \$	4 670 797 \$
Placements temporaires (note 4)	12 504 597	905 646
Débiteurs (note 5)	315 251	196 052
Produits de disposition à recevoir	499 899	255 820
Frais payés d'avance	25 528	36 422
	17 384 817	6 064 737
Produits de disposition à recevoir	499 899	-
Placements (notes 7 et 14)	51 965 735	62 021 203
Immobilisations corporelles (note 6)	28 529	53 982
	69 878 980 \$	68 139 922 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	168 987 \$	113 453 \$
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 9)	126 783 096	126 783 096
Déficit	(57 073 103)	(58 756 627)
	69 709 993	68 026 469
	69 878 980 \$	68 139 922 \$

ENGAGEMENTS (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

	2006	2005
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		(Redressé) (Note 2)
Bénéfice net (perte nette)	1 683 524 \$	(19 757 228) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	30 806	45 195
Intérêts capitalisés sur les placements	(507 224)	(839 643)
Gains matérialisés sur disposition de placements (note 11)	(9 265 579)	(2 353 223)
Variation des plus-values non matérialisées (note 11)	(5 063 945)	915 121
Perte matérialisée sur disposition de placements (note 11)	3 567 632	10 338 461
Variation des moins-values non matérialisées (note 11)	9 103 404	10 688 730
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(932)	1 740
	(452 314)	(960 847)
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 10)	(296 850)	430 804
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation	(749 164)	(530 043)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 469)	(15 078)
Acquisition de placements (note 11)	(6 531 459)	(6 583 679)
Recouvrement de débiteures, prêts et contributions remboursables (note 11)	1 842 233	1 008 359
Produit de la disposition d'actions (note 11)	16 411 555	5 695 921
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	11 716 860	105 523
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE	10 967 696	(424 520)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	5 576 443	6 000 963
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	16 544 139 \$	5 576 443 \$
Encaisse	4 039 542 \$	4 670 797 \$
Placements temporaires	12 504 597	905 646
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	16 544 139 \$	5 576 443 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2006

1. CONSTITUTION ET MISSION

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993, et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la *Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches* (L.R.Q. chapitre S-17.4). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

Faisant suite au Discours sur le budget 2004-2005 prononcé par le ministre des Finances du Québec le 30 mars 2004, le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche a indiqué, le 6 avril 2004, que la Société serait transformée en société en commandite disposant d'un capital mixte public-privé.

2. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

Au cours de l'exercice, la Société a appliqué les recommandations de la note d'orientation concernant la comptabilité « NOC-18 » Sociétés de placement publiée par l'*Institut Canadien des Comptables agréés*. Celle-ci établit les critères permettant de déterminer si une entreprise est une société de placement et établit également que les placements détenus par une société de placement, auparavant comptabilisés au coût, soient comptabilisés à la juste valeur en imputant les variations de la juste valeur à l'état des résultats.

L'adoption de ces recommandations est appliquée rétroactivement et les états financiers présentés pour les exercices antérieurs ont été retraités. Le solde du déficit au 31 mars 2004 fut réduit de 1 631 770 \$, alors que celui au 31 mars 2005 fut augmenté de 5 795 233 \$. Au 31 mars 2005, le solde des placements au bilan fut réduit de 5 795 233 \$ et la perte nette fut augmentée de 7 427 003 \$.

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations sont relatives à l'évaluation de la juste valeur des placements. Si les circonstances ou la conjoncture économique qui sous-tendent ces estimations viennent à changer, cela pourrait modifier les jugements posés par la direction. Les résultats réels peuvent différer des meilleurs prévisions faites par la direction.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative. Les placements temporaires sont comptabilisés à leur juste valeur.

3. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Placements

Les placements sont évalués à la juste valeur. La juste valeur représente la contrepartie estimative sur laquelle des parties agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence pourraient s'entendre pour échanger des instruments. Bon nombre d'instruments ne pouvant toutefois être facilement négociés, faute de marché, la juste valeur est affectée de manière significative par les hypothèses utilisées. La juste valeur qui en découle ne devrait donc pas être interprétée comme la valeur de réalisation à laquelle donnerait lieu un règlement immédiat des instruments.

La juste valeur des investissements, autres que cotés, effectués durant l'exercice en cours est présumée ne pas avoir changé durant l'exercice et être égale à la valeur comptable, sous réserve d'un changement significatif de la situation. La juste valeur des actions cotées est établie sur la base du cours de fermeture à la date du bilan. La juste valeur des titres non cotés est évaluée selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, notamment, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, ententes de principes ou plans d'affaires, l'analyse de ratios portant sur des entreprises comparables et l'actualisation de flux de trésorerie libres représentatifs. Certains titres incluent des produits capitalisés lorsque cette situation est prévue par convention.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût d'acquisition et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile prévues suivantes :

Mobilier	6 ans
Équipement et matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	4 ans
Équipement de bureau	4 ans

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Constatation des produits

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus en découlant sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains ou pertes matérialisés sur disposition de placements sont constatés au moment où ils sont réalisés en se basant sur le coût.

Conversion de devises

Les éléments d'actif ou de passif monétaire sont convertis au cours de change à la date du bilan. Les autres éléments d'actif ou passif sont convertis au cours d'origine. Les produits libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inclus dans l'état des résultats.

4. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2006	2005
Certificat de dépôt à 2,45 % échéant en mai 2005	- \$	604 800 \$
Acceptation bancaire à 2,55 % échéant en mai 2005	-	300 846
Certificat de dépôt à 3,5 % échéant en avril 2006	496 715	-
Certificat de dépôt à 3,7 % échéant en avril 2006	1 195 884	-
Certificat de dépôt à 4,55 % échéant en avril 2006	1 395 783	-
Certificat de dépôt à 3,75 % échéant en mai 2006	1 987 540	-
Certificat de dépôt à 3,85 % échéant en juin 2006	7 428 675	-
	12 504 597 \$	905 646 \$

5. DÉBITEURS

	2006	2005
Intérêts à recevoir sur les placements incluant une provision pour créances douteuses de 57 734 \$ (53 078 \$ en 2005)	248 922 \$	180 650 \$
Intérêts courus sur les placements temporaires	33 852	2 095
Autres, incluant une provision pour créances douteuses de 10 348 \$ (11 003 \$ en 2005)	32 477	13 307
	315 251 \$	196 052 \$

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2006			2005
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier	136 880 \$	129 432 \$	7 448 \$	14 823 \$
Équipement et matériel informatique	130 204	118 833	11 371	17 723
Améliorations locatives	143 144	134 760	8 384	19 768
Équipement de bureau	15 716	14 390	1 326	1 668
	425 944 \$	397 415 \$	28 529 \$	53 982 \$

7. PLACEMENTS

	2006	2005
Capital-actions ordinaire		(Redressé) (Note 2)
sociétés privées	7 293 192 \$	11 164 995 \$
sociétés publiques	17 200 618	11 879 897
Titres convertibles en capital-actions ordinaire		
Capital-actions	14 552 692	25 728 011
Débentures et prêts (note 14b)		
échéant de 2005 à 2015	7 469 588	7 009 707
à demande	-	2 338 543
Titres non convertibles		
Capital-actions	1 743 326	230 000
Débentures et prêts (note 14b)		
échéant de 2006 à 2009	1 088 677	720 050
à demande	272 921	200 000
Contributions remboursables (note 14b)		
échéant en 2010 et 2011	2 094 721	2 500 000
échéance indéterminée	250 000	250 000
	51 965 735 \$	62 021 203 \$

8. CRÉDIT À DEMANDE RENOUVELABLE

Un crédit à demande renouvelable le 31 juillet 2006 a été autorisé pour un montant de 3 000 000 \$ au taux de base canadien de l'institution financière, lequel représente 3,5 % à la date du bilan. Au 31 mars 2006, le solde de ce crédit était nul.

9. CAPITAL-ACTIONS

La *Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches* a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 150 000 000 \$.

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

	2006	2005
Autorisé :		
1 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
1 267 830 actions ordinaires	126 783 096 \$	126 783 096 \$

10. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE LIÉS À L'EXPLOITATION

	2006	2005
Variation des débiteurs *	(363 278) \$	491 024 \$
Variation des frais payés d'avance	10 894	(9 959)
Variation des créditeurs	55 534	(50 261)
	(296 850) \$	430 804 \$

* Incluant les produits de disposition à recevoir à court terme.

11. ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	2006	2005
Acquisition de placements	7 440 522 \$	13 804 048 \$
Opérations non monétaires	(909 063)	(7 220 369)
Flux de trésorerie - Acquisition de placements	6 531 459 \$	6 583 679 \$
Recouvrement de débetures, prêts et contributions remboursables	2 053 833 \$	1 408 359 \$
Opérations non monétaires	(211 600)	(400 000)
Flux de trésorerie - Recouvrement de débetures, prêts et contributions remboursables	1 842 233 \$	1 008 359 \$
Produit de la disposition d'actions net de commissions	16 909 018 \$	12 516 290 \$
Opérations non monétaires	(497 463)	(6 820 369)
Flux de trésorerie - Produit de la disposition d'actions	16 411 555 \$	5 695 921 \$
Gains sur disposition de placements	9 053 979 \$	2 253 237 \$
Opérations non monétaires	211 600	99 986
Flux de trésorerie - Gains sur disposition de placements	9 265 579 \$	2 353 223 \$
Variation des plus-values non matérialisées	5 063 945 \$	(840 121) \$
Opérations non monétaires	-	(75 000)
Flux de trésorerie - Variation des plus-values non matérialisées	5 063 945 \$	(915 121) \$
Pertes sur disposition de placements	2 216 931 \$	7 634 496 \$
Opérations non monétaires	1 350 701	2 703 965
Flux de trésorerie - Perte sur disposition de placements	3 567 632 \$	10 338 461 \$
Variation des moins-values non matérialisées et radiations	10 436 501 \$	13 189 026 \$
Opérations non monétaires	(1 333 097)	(2 500 296)
Flux de trésorerie - Variation des moins-values non matérialisées et radiations	9 103 404 \$	10 688 730 \$

12. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

13. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2006, les engagements de la Société relatifs au soutien financier des initiatives s'élevaient à 5 586 570 \$ (5 426 026 \$ au 31 mars 2005).

Les engagements relatifs au soutien financier des initiatives représentent les investissements autorisés par le conseil d'administration de la Société qui n'avaient pas été déboursés au 31 mars 2006. Suivant certains événements, ces montants pourraient ne pas être versés.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Risque de concentration de crédit

Le risque de crédit provient de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements ou ne prenne pas de valeur. La Société investit dans des sociétés qui occupent une position concurrentielle prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Elle est toutefois exposée aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités.

Au 31 mars, la concentration des investissements se répartit ainsi :

	2006	2005 (Redressé) (Note 2)
Sciences de la vie	27%	32%
Technologies avancées appliquées	35%	32%
Technologies de l'information	30%	32%
Autres fonds de capital de risque	8%	4%

La concentration la plus significative pour un même placement est de 10,3 % de la juste valeur des placements totaux (9,5 % au 31 mars 2005).

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la Société à un risque de concentration de crédit se composent principalement de l'encaisse, des placements temporaires, des débiteurs et des placements. L'encaisse et les placements temporaires sont détenus auprès d'institutions financières de premier ordre. Par conséquent, la direction estime que le risque de crédit lié à l'encaisse et aux placements temporaires est minime. Les débiteurs et les placements sont relatifs à des entreprises ayant fait l'objet d'une analyse approfondie lors de l'investissement initial. Par la suite, l'évolution des entreprises est analysée sur une base régulière et un suivi est effectué lorsque nécessaire. La direction ne croit pas être exposée à un risque de crédit supérieur à la moyenne de son secteur d'activités.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

b) Risque de taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur les placements et le risque auquel la Société est exposée à l'égard des taux d'intérêt sont résumés dans le tableau qui suit :

	Sans intérêt	Taux fixe**	Total
Débitures et prêts convertibles en capital-actions ordinaire			
échéant de 2005 à 2015	- \$	7 469 588 \$	7 469 588 \$
Débitures et prêts non convertibles en capital-actions ordinaire			
échéant de 2006 à 2009	-	1 088 677	1 088 677
à demande	-	272 921	272 921
Contributions remboursables*			
échéant en 2010 et 2011	2 094 721	-	2 094 721
à échéance indéterminée	250 000	-	250 000
	<u>2 344 721 \$</u>	<u>8 831 186 \$</u>	<u>11 175 907 \$</u>

* Les contributions sont remboursables sous forme de redevances sur les ventes.

** Les taux d'intérêt varient de 7 % à 15 %.

c) Risque de devises

La Société a investi certaines sommes en devises, soit le dollar US. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2006, l'actif net libellé en dollars US et converti en dollars canadiens représente 8 591 774 \$ (10 006 796 \$ au 31 mars 2005). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change.

15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2005 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

LISTE DES PLACEMENTS AU 31 MARS 2006

SCIENCES DE LA VIE

Aeterna Zentaris inc.
 Ambrilia Biopharma inc.
 Asmacure Ltée
 AZYmax inc.
 Biogentis inc.
 Biopharmacopae Design International inc.
 Bioxel Pharma inc.
 GlaxoSmithKline plc
 Groupe Pec-Nord inc.
 Innatis Pharma AB
 Lab_Bell inc.
 Medicago inc.
 TGN Biotech inc.
 Victhom Bionique Humaine inc.

TECHNOLOGIES AVANCÉES APPLIQUÉES

Avensys inc.
 Axiocom inc.
 ComLab Télécommunications inc.
 Dö Networks inc.
 Domosys inc.
 Galvacor inc.
 Gentec Électro-Optique inc.
 Groupe CorActive inc.
 LYRtech inc.
 Manaris Corporation
 Néoptix inc.
 Optosécurité inc.
 PhotInTech inc.
 Premier Tech Ltée
 SiliCycle inc.
 SiM Composites inc.
 Soleno
 Sonertec inc.
 Systèmes PRAN inc.
 TeraXion inc.
 TS03 inc.
 Usital Canada inc.
 Xactec Technologies inc.

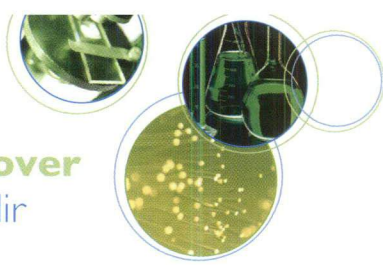


TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Amadeus International inc.
 Bentley inc.
 Eatsleepmusic Corporation
 GEOCOMtms inc.
 Gespro Technologies inc.
 GlobeeCom International inc.
 Harfan Technologies inc.
 Hexago Networks inc.
 Korem inc.
 Labcal Technologies inc.
 Logiciels Dynagram inc.
 Openwave Systems inc.
 SET Technologies inc.
 Solutions Extenway inc.
 Trépix inc.
 Wanted Technologies Corporation

FONDS D'INVESTISSEMENTS

Fonds Entrepia Nord, S.E.C.
 VIMAC Early Stage Fund L.P.



TERRITOIRE DESSERVI PAR LA SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES



Société Innovatech
Québec et Chaudière-Appalaches

925, Grande Allée Ouest, Suite 120
Québec (Québec) G1S 1C1

Téléphone : (418) 528-9770
Sans frais : 1-866-605-1676
Télécopieur : (418) 528-9783

Courriel : info@innovatechquebec.com
Site Internet : www.innovatechquebec.com

Rapport annuel 2005-2006

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 2006

ISBN : 2-550-47350-7

Imprimé au Québec



DOUZIÈME RAPPORT ANNUEL AU 31 MARS

2006

Innovatech

www.innovatechquebec.com

925, Grande Allée Ouest, Suite 120
Québec (Québec) G1S 1C1

Tél.: (418) 528-9770
Sans frais : 1 866-605-1676
Télec.: (418) 528-9783